



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 8094

Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Date de dépôt : 07-11-2022

Date de l'avis du Conseil d'État : 26-05-2023

Auteur(s) : Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
07-11-2022	Déposé	8094/00	<u>3</u>
23-03-2023	Avis de la Chambre de Commerce (16.3.2023)	8094/01	<u>20</u>
26-05-2023	Avis du Conseil d'État (26.5.2023)	8094/02	<u>23</u>
05-06-2023	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Procès verbal (34) de la reunion du 5 juin 2023	34	<u>26</u>
07-07-2023	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Procès verbal (42) de la reunion du 7 juillet 2023	42	<u>33</u>
10-07-2023	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Rapporteur(s) : Monsieur Yves Cruchten	8094/03	<u>36</u>
13-07-2023	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°65 Une demande de dispense du second vote a été introduite	Texte voté - projet de loi N°8094	<u>41</u>
13-07-2023	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°65 Une demande de dispense du second vote a été introduite	Bulletin de vote n°9 - Projet de loi N°8094	<u>43</u>
14-07-2023	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (14-07-2023) Evacué par dispense du second vote (14-07-2023)	8094/04	<u>46</u>
18-09-2023	Publié au Mémorial A n°582 en page 1	Mémorial A N° 582 de 2023	<u>49</u>
	Résumé du dossier	Résumé	<u>59</u>

8094/00

N° 8094

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

* * *

Document de dépôt

Dépôt: le 7.11.2022

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

Le Croisic, le 4 novembre 2022

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

I. Texte du projet de loi	2
II. Exposé des motifs	2
III. Fiche d'évaluation d'impact	4
IV. Fiche financière	7
V. Texte de l'accord	7

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.

Est approuvé le « *Agreement regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute* », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi vise à faire approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « *Global Green Growth Institute (GGGI)* » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

L'accord précité a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement du GGGI au Grand-Duché de Luxembourg, en reconnaissant la personnalité juridique internationale du GGGI et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

Fondé en 2010 et ayant son siège principal à Séoul, en Corée du Sud, le GGGI a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement un modèle de croissance économique durable, qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental. Ainsi, le GGGI contribue à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et à mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CND) à l'Accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Doté d'un budget annuel de 50 millions USD, le GGGI compte actuellement 41 Etats membres. En 2021, le GGGI a soutenu les pays en voie de développement en mobilisant 5 milliards USD, permettant notamment d'atténuer les effets du changement climatique et de créer des emplois, au sein des pays précités, dans des secteurs durables.

Conformément à la vocation du Luxembourg de leader mondial de la finance durable, la présence du GGGI au Grand-Duché renforcera davantage la position du Luxembourg dans ce secteur prometteur. Plus particulièrement, s'agissant de la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg, la présence du GGGI au Luxembourg revêt une importance stratégique pour le Grand-Duché.

La présence du GGGI contribuera à accroître encore davantage l'attractivité du Luxembourg pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine. Notons dans ce contexte que l'écosystème existant autour de la finance durable au Luxembourg, y compris le fait que la Banque européenne d'investissement (BEI) a son siège à Luxembourg, a joué un rôle majeur dans la décision du GGGI d'installer une présence physique au Luxembourg.

Commentaire des principaux articles de l'accord :

Article 2 : cet article vise à reconnaître la personnalité juridique internationale du GGGI.

Article 3 : cet article garantit l'inviolabilité des locaux du GGGI.

Article 4 : cet article garantit l'inviolabilité des archives du GGGI ainsi que l'immunité de juridiction de sa propriété et de ses avoirs. De plus, cet article permet au GGGI de détenir et de transférer librement des devises et d'autres avoirs financiers.

Articles 5 : cet article porte sur l'exonération en matière de fiscalité directe du GGGI, ainsi que l'exonération du GGGI en termes de droits de douane.

Article 6 : cet article garantit la liberté des communications du GGGI, ainsi que la protection de celles-ci.

Article 9 : cet article prévoit l'ensemble des privilèges, immunités et facilités octroyés par le Luxembourg au personnel statutaire du GGGI affecté au Luxembourg (y inclus, entre autres, l'immunité de juridiction, les exonérations fiscales et douanières). L'immunité est accordée pour les seuls actes réalisés dans l'exercice des fonctions officielles des intéressés. Le personnel statutaire du GGGI ne jouit toutefois pas de l'immunité en ce qui concerne les d'infractions à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile leur appartenant ou circulant pour son compte. Les franchises concernant les impôts directs et indirects sont ceux dont bénéficient les fonctionnaires et agents internationaux et européens à Luxembourg. Cet article prévoit également l'octroi de certains privilèges et immunités au personnel détaché auprès du GGGI.

Article 10 : cet article prévoit l'octroi de certains privilèges et immunités énumérés à l'article 9 – dont notamment l'immunité de juridiction –, aux représentants des Etats membres du GGGI qui participent à des réunions des organes directeurs du GGGI, au cas où ces réunions se tiendraient à Luxembourg. L'immunité est accordée pour les seuls actes réalisés dans l'exercice des fonctions officielles des représentants des Etats membres du GGGI. Ceux-ci ne jouissent toutefois pas de l'immunité en ce qui concerne les infractions à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile leur appartenant ou circulant pour son compte.

Article 11 : cet article prévoit l'octroi de certains privilèges et immunités énumérés à l'article 9 – dont notamment l'immunité de juridiction –, aux experts auxquels le GGGI pourrait avoir recours. L'immunité est accordée pour les seuls actes réalisés dans l'exercice des fonctions officielles des experts. Les experts ne jouissent toutefois pas de l'immunité en ce qui concerne les infractions à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile leur appartenant ou circulant pour son compte.

Article 12 : cet article prévoit que le personnel statutaire du GGGI ne sera pas soumis à la législation luxembourgeoise en matière de droit de travail.

Article 13 : cet article prévoit que le personnel statutaire du GGGI ne sera pas soumis à la législation de sécurité sociale luxembourgeoise. Le personnel non-statutaire, dont notamment les experts, seront toutefois soumis à cette législation.

Article 18 : cet article prévoit qu'en cas de différend entre les parties émanant de l'interprétation de l'accord, tout différend fera l'objet de négociations entre les parties. Au cas où ces négociations prévues ne permettraient pas la résolution d'un différend, celui-ci sera soumis, pour décision finale, à un tribunal d'arbitrage composé de trois arbitres.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022
Ministère initiateur :	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Auteur(s) :	Luc Scholtes
Tél :	247-72427
Courriel :	luc.scholtes@mae.etat.lu
Objectif(s) du projet :	L'accord précité a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire au bon fonctionnement du « Global Green Growth Institute (GGGI) » au Grand-Duché de Luxembourg, en reconnaissant la personnalité juridique internationale du GGGI et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires. L'accord permettra au GGGI d'établir une présence physique au Luxembourg.
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ; Ministère des Finances ; Ministère de la Sécurité intérieure ; Ministère de la Sécurité sociale ; Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.
Date :	27.06.2022

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non ¹
 Si oui, laquelle/lesquelles :
 Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.²
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
 Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
 Remarques/Observations :

¹ Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer.

² N.a. : non applicable.

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
Remarques/Observations :
6. Le projet contient-il une charge administrative³ pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif⁴ par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁵ ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.

3 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

4 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

5 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
Si oui, lequel ?
Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez pourquoi :
Le projet est neutre en matière de l'égalité des femmes et des hommes.
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁶ ? Oui Non N.a.
Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁷ ? Oui Non N.a.
Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁶ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁷ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

FICHE FINANCIERE

conformément à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999
sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le projet de loi ne porte que sur les privilèges et immunités et n'engendre pas de dépense à la charge du budget de l'État.

*

TEXTE DE L'ACCORD

AGREEMENT

**between the Grand Duchy of Luxembourg and
the Global Green Growth Institute regarding
the legal status and privileges and immunities
of the Global Green Growth Institute**

The Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute, Jointly referred to as "Parties" and separately as "Party",

Whereas the Global Green Growth Institute ("GGGI") was established as an international organization by the Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute (the "Establishment Agreement") at Rio de Janeiro on 20 June 2012;

Whereas the Establishment Agreement entered into force on 18 October 2012;

Whereas GGGI's primary objective is to promote sustainable development of developing and emerging countries, including the least developed countries;

Whereas the Grand Duchy of Luxembourg has decided to initiate the procedure to become a Member of GGGI;

Whereas GGGI has a physical presence and undertakes official activities in the Grand Duchy of Luxembourg;

Whereas the Parties are cognizant of the need to regulate their relationship in relation to GGGI's physical presence and its official activities in the Grand Duchy of Luxembourg, in accordance with international practice relating to the legal status and privileges and immunities of international organizations;

Whereas the Grand Duchy of Luxembourg and GGGI desire to ensure that GGGI possesses the legal status and privileges and immunities to operate within its territory and internationally and to efficiently and properly exercise its official functions, including in respect of its governing organs, its personnel and experts;

NOW THEREFORE the Parties to this Agreement hereby agree as follows:

Article 1

Definitions

Whenever used in this Agreement, the following terms have the following meanings:

- a) "Agreement" shall mean this Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and GGGI;
- b) "Advisory Committee" shall mean the Advisory Committee of GGGI;
- c) "appropriate authorities" shall mean such authorities in the Grand Duchy of Luxembourg as may be appropriate in the context and in accordance with the laws and customs applicable in the Grand Duchy of Luxembourg;

- d) “archives of GGGI” shall mean all archives of GGGI, including all records, correspondence, documents, manuscripts, moving pictures, films, sound recordings and other materials belonging to GGGI, or held by or on behalf of GGGI;
- e) “Assembly” shall mean the Assembly of GGGI;
- t) “Council” shall mean the Council of GGGI;
- g) “Director-General” shall mean the Director-General of GGGI appointed by the Assembly;
- h) “Expert” shall mean any individual providing short-term services to GGGI under contractual arrangements between the individual and GGGI or between an entity and GGGI;
- i) “GGGI Representative” means the senior official appointed by GGGI to be the head and in charge of the Office;
- j) “laws of country” shall mean the legislation applicable in the Grand Duchy of Luxembourg;
- k) “Luxembourg” shall mean the Grand Duchy of Luxembourg;
- l) “meetings convened by GGGI” shall mean meetings of GGGI, including any international conference or other gathering convened by GGGI, and any commission, committee or sub-group of any of such meetings;
- m) “Office” shall mean an office of GGGI in the Grand Duchy of Luxembourg, as further elaborated in Article 3 of this Agreement;
- n) “Officials of GGGI” shall mean the GGGI Representative, and all persons appointed or engaged to work full time or part time for GGGI, but does not include Experts;
- o) “Personnel of GGGI” shall mean all members of the Assembly, the Council and the Advisory Committee, Officials of GGGI and Experts, but not locally recruited persons paid at an hourly rate;
- p) “property of GGGI” shall mean all property and assets of GGGI, wheresoever located and by whomsoever held and includes funds, income and rights belonging to, or held or administered by, GGGI; and
- q) “spouse” shall mean a partner (of whatever sex) of Personnel of GGGI if they have registered their relationship.

Article 2

Legal Personality and Capacity

- (1) Luxembourg recognizes that GGGI is an international organization with international legal personality.
- (2) GGGI shall be accorded the juridical personality and the legal capacity to (i) to contract, (ii) to acquire and dispose of immovable and movable property and (iii) to institute and to participate in legal proceedings.
- (3) GGGI shall have the independence and freedom of action belonging to an international organization.

Article 3

Office Premises

- (1) With the agreement of Luxembourg, GGGI may establish an office in the Grand Duchy of Luxembourg (the “Office”).
- (2) Except as otherwise provided in this Agreement, the laws of the Grand Duchy of Luxembourg shall apply within the Office, and the courts of the Grand Duchy of Luxembourg shall have jurisdiction over acts done in the Office.
- (3) The Office premises shall be inviolable and shall be under the control and authority of GGGI. No authorities of the Grand Duchy of Luxembourg shall enter the Office premises to perform any

duties therein without the consent of, and under conditions agreed to by GGGI. Such consent will be assumed in the case of fire or other emergency requiring prompt protective action.

- (4) GGGI may install and use a wireless transmitter only with the consent of Luxembourg.
- (5) The Office premises shall be used in a manner compatible with GGGI's official functions. GGGI shall prevent the Office premises from becoming a refuge for fugitives from justice, or for persons subject to extradition, or persons avoiding service of legal process or a judicial proceeding.
- (6) The Grand Duchy of Luxembourg takes all appropriate steps to protect the Office premises against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the GGGI or impairment of its dignity.
- (7) GGGI and the appropriate authorities of Luxembourg shall cooperate closely concerning the protection of the premises of the Office.

Article 4

Property, Funds, Assets and Archives

- (1) Property and assets of the GGGI, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process, except in so far as in a particular case it has expressly waived its immunity. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution, for which a separate express waiver shall be necessary. In case the GGGI initiates a legal proceeding, waiver of immunities in respect not only of that legal proceeding but also of the execution of a judgement thereof is presumed.
- (2) The property and assets of GGGI, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action.
- (3) The archives of GGGI shall be inviolable, wherever located.
- (4) Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind, GGGI may hold funds or currency of any kind; operate accounts in any currency; and freely transfer any currencies it holds from one country to another and freely convert any currency held by it into any other currency.

Article 5

Exemption from Taxation and Customs Duties

- (1) As part of its official activities, GGGI, its assets, income and property shall be:
 - (a) exempt from all direct taxes;
 - (b) exempt from all customs duties, prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported by GGGI for its official use. GGGI is also exempt for any customs duties and any prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of its publications it is understood, however, that articles imported under such exemption cannot be disposed of, whether or not in return for payment, in the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, except under conditions to be agreed in advance with the appropriate authorities; and
- (2) GGGI shall have relief, under arrangements made by Luxembourg, by way of refund of value added tax paid on the supply of any goods and services of substantial value which are necessary for the official activities of the organization, such relief to be subject to compliance with such conditions as may be imposed by Luxembourg in accordance with the arrangements.

- (3) Domestic source income allocated to the GGGI is not subject to withholding tax.
- (4) No exemption shall be granted in respect of taxes and dues which amount merely to charges of public utility services.

Article 6

Communications

- (1) Official communications of GGGI shall be accorded by the Grand Duchy of Luxembourg the same treatment accorded by the Luxembourg to any other international organization with a physical presence in Luxembourg.
- (2) All official communications to, from and through the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, by whatever means or in whatever form, transmitted shall be immune from censorship and any other form of interception or interference with their privacy. This does not preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined after consultation between the Luxembourg and GGGI.
- (3) GGGI shall have the right in the Grand Duchy of Luxembourg to use codes and to dispatch and receive correspondence and other official communications either by courier or in sealed bags, which shall have immunities and privileges accorded to diplomatic couriers and bags. The bags must bear visibly GGGI emblems and shall contain only documents or articles intended for official use, and the courier shall be provided with a courier certificate issued by GGGI.

Article 7

Flag, Emblem and Markings

GGGI shall have the right to display its flag and/or other identifiers on its premises and vehicles.

Article 8

Freedom of Assembly, Meetings and Conferences

- (1) GGGI and its Personnel shall enjoy full freedom of meeting, discussion and decision. Luxembourg shall take all necessary measures to ensure that no impediment is placed in the way of meetings convened by GGGI within the Grand Duchy of Luxembourg.
- (2) All persons invited and accredited for a meeting or conference organized by GGGI, shall have the right of entry into and exit from the Grand Duchy of Luxembourg, and no impediment shall be imposed on their transit to, and from, the premises of the meeting or conference. They shall be granted facilities for speedy travel.

Article 9

Privileges and Immunities of Officials of GGGI

- (1) Officials of GGGI shall:
 - (a) be immune from personal arrest or detention and from legal process of every kind in respect of words spoken or written and all acts done by them in their official capacity, which shall continue to apply after they are no longer Officials of GGGI. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them. This paragraph shall also apply to the Director-General;
 - (b) be exempt from all forms of taxation on or in respect of salaries, allowances, and emoluments paid to them by GGGI;

- (c) be accorded the same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to officials of international organizations with a physical presence in Luxembourg;
 - (d) be given, together with their spouses and dependent children, the same repatriation facilities in time of international crises as officials of international organizations with a physical presence in Luxembourg;
 - (e) have the right to import free of duty their furniture, personal property and motor vehicles for their personal use. Such goods are normally imported within twelve months of the first taking up of their duties in Luxembourg. An extension of this period may however be granted if justified;
 - (f) be exempt, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration.
- (2) The Officials of GGGI shall be exempt from national service obligations.
- (3) The privileges and immunities contained in Article 9 (1) (a) to (e) and in Article 2 shall also apply to persons seconded by a Member, organization, or other entity to GGGI. Article 9 (1) (f) shall apply to persons seconded to the GGGI for the duration of their secondment to GGGI.

Article 10

***Privileges and Immunities of Representatives of
GGGI Members Constituting the Assembly, Council, and
Advisory Committee of GGGI***

- (1) Representatives of GGGI Members constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee shall, while exercising their functions and during their journeys to and from the place of meetings convened by GGGI, enjoy the following privileges and immunities:
- (a) immunity from personal arrest or detention and immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts done by them in their official capacity. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them;
 - (b) exempt from inspection of their personal baggage, unless there are serious grounds for presuming that it contains articles not intended for official use by the GGGI or their personal use or members of their respective spouse and dependent children, including articles intended for their establishment, or articles the import or export of which is prohibited by the law or controlled by the quarantine regulations of Luxembourg;
 - (c) immunity, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration requirements;
 - (d) the same facilities in respect of currency and exchange restrictions as are accorded to international organizations; and
 - (e) where persons constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee are required to travel to attend GGGI meetings, then all applications for visas made by GGGI shall be dealt with by the Grand Duchy of Luxembourg as speedily as possible.
- (2) In order to secure for the Representatives of GGGI Members constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee at GGGI meetings a complete freedom of speech and complete independence in the discharge of their duties, the immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts done by them in the discharge of their official duties shall continue to be accorded, notwithstanding that the persons concerned are no longer engaged in the discharge of such duties.
- (3) GGGI shall make known, as soon as possible, to Luxembourg the names of the officials to whom the provisions of this Article apply.

*Article 11****Privileges and Immunities of Experts***

- (1) Experts shall be accorded the following privileges and immunities as are necessary for the effective exercise of their functions, including during journeys made in connection with their service:
 - (a) immunity from personal arrest or detention and immunity from legal process in respect of words spoken or written or acts done by them in the performance of their official functions, such immunity to continue notwithstanding that the persons concerned are no longer under contractual arrangement with GGGI. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them;
 - (b) the same facilities in respect of currency and exchange restrictions as are accorded to officials of international organizations; and
 - (c) exemption, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration.
- (2) GGGI shall inform the Ministry of Foreign and European Affairs of the names, titles and functions of the Experts contracted by GGGI.

*Article 12****Labour Law***

GGGI's Staff Regulations shall apply to Officials of GGGI. Officials of GGGI shall not be subject to the labour laws and regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg.

*Article 13****Social Security***

- (1) GGGI Officials shall be affiliated to the social security scheme provided for by the status applicable to officials at the GGGI headquarters in accordance with the rules of this status and shall be exempted from any social security scheme established by Luxembourg with respect to their duties for the GGGI.
- (2) To the extent agreed between GGGI and the appropriate authorities, GGGI Officials may transfer pension rights earned under any social security scheme established by Luxembourg to a social security scheme established by GGGI.
- (3) Provided that they are covered by the social security scheme of the State, the organization, or other entity from which they are seconded, seconded national experts are also exempt from any compulsory contributions to social security schemes in Luxembourg and are not covered by them.
- (4) Paragraph 3 of this Article applies, mutatis mutandis, to the respective spouse and dependent children of seconded national experts, unless they are employed in Luxembourg by an employer other than GGGI.

*Article 14****Notification of appointments and issuance
of "cartes de legitimisation"***

- (1) The GGGI informs Luxembourg of any taking-up or termination of employment of Personnel of GGGI as well as of persons employed and seconded by a Member, organization, or other entity to GGGI.

(2) At the request of the GGGI, Luxembourg issues to Personnel of GGGI, as well as to their respective spouse and dependent children, following the notification of their appointment, a card denominated “carte de legitimisation”.

Article 15

Waiver of Privileges and Immunities

(1) The privileges and immunities granted by this Agreement to persons are conferred in the interest of GGGI and not for the personal benefit of the individuals themselves. The following authorities have the right and the duty to waive immunities of the following persons in a particular case where, in their opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of GGGI:

- (a) the Members of GGGI, with respect to their representatives on the Assembly and Council;
- (b) the Assembly, with respect to the Director-General;
- (c) the Council, with respect to the experts or non-State actors who serve as members of the Council or Advisory Committee; and
- (d) the Director-General, with respect to Officials of GGGI (other than him/herself), Experts and GGGI itself.

(2) In all cases a waiver must be expressly made in writing.

Article 16

Cooperation and Respect of Legislation

(1) The GGGI and its Personnel shall cooperate at all times with the appropriate authorities to facilitate the proper administration of justice, to secure the observance of police regulations and to prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges and immunities provided for in this Agreement.

(2) Without prejudice to the privileges and immunities conferred by this Agreement, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the legislation applicable in the territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

(3) Without prejudice to the privileges, immunities, exemptions and facilities foreseen by this Agreement, the Grand Duchy of Luxembourg retains its right to take all useful precautions in the interest of its security and public order. If need be, the Grand Duchy of Luxembourg will contact GGGI as quickly as circumstances allow in order to determine by mutual agreement the measures necessary to protect the interest of GGGI. GGGI cooperates with the appropriate authorities to avoid any prejudice to the security of the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 17

General Provisions

(1) The provisions of this Agreement shall in no way be construed to limit or prejudice the privileges, immunities, exemptions, or various types of supports or contributions for GGGI, which have been, or may hereafter be, agreed between Luxembourg and GGGI.

(2) This Agreement shall not be construed so as to abrogate, or derogate from, any provisions of the Establishment Agreement or any rights or obligations which GGGI may otherwise have, acquire, or assume.

*Article 18****Settlement of Dispute on the Interpretation
or Application of this Agreement***

- (1) All disputes arising out of the interpretation or application of this Agreement shall be settled by consultation, negotiation or other agreed mode of settlement.
- (2) If the dispute is not settled in accordance with Article 18(1) within three months following a written request by one of the Parties, then either Party may request that the dispute be referred for decision by an arbitral tribunal according to the procedure set forth in Article 18(3) to (5).
- (3) The arbitral tribunal shall be composed of three arbitrators: one to be chosen by each Party and the third, who shall be the chairman of the tribunal, to be chosen by the other two arbitrators. Should a Party not have chosen its arbitrator within three months following the appointment by the other Party of its arbitrator, then the second arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice. Should the first two arbitrators fail to agree upon the third within three months of the latest date on which an arbitrator was appointed, then the third arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice at the request of either Party.
- (4) Unless the Parties otherwise agree, the arbitral tribunal shall determine its own procedure and the expenses shall be borne by the Parties as assessed by the tribunal.
- (5) The arbitral tribunal, which shall decide by a majority of votes, shall reach a decision on the dispute on the basis of the provisions of the present Agreement and the applicable rules of international law. The decision of the arbitral tribunal shall be final and binding on the Parties to the dispute.

*Article 19****Entry into Force, Revision and Termination***

- (1) This Agreement, which constitutes an international treaty, and any amendments made thereto, shall enter into force on the date on which the Grand Duchy of Luxembourg notified the GGGI of the completion of the procedure provided for in its Constitution for the ratification of amendment of international treaties.
- (2) Luxembourg and the GGGI may terminate this Agreement by notifying in writing the other Party with a minimum of six months' notice. After this period, this Agreement shall cease to have effect.

IN WITNESS WHEREOF the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute, each acting through its duly authorized representative, have signed this Agreement in two equally valid originals in the English language on the respective dates indicated below.

DONE the 22 day of June 2022 in Luxembourg.

*For and on behalf of the
Grand Duchy of Luxembourg*

Jean ASSELBORN

Minister of Foreign and European Affairs

*For and on behalf of the
Global Green Growth Institute*

Frank RIJSBERMAN

Director-General

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

8094/01

N° 8094¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(16.3.2023)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

En bref

- La Chambre de Commerce salue l'établissement de l'institution GGGI sur le territoire luxembourgeois, qui permettra au pays de renforcer sa position de leader dans le domaine de la finance durable, et de développer l'attractivité du pays pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine.
- La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

Tel que précisé dans l'exposé des motifs du Projet, le GGGI « *a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement, un modèle de croissance économique durable, qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental* »¹.

En tant que membre du GGGI, le Grand-Duché de Luxembourg bénéficiera de :

- l'accès au partage des connaissances et aux bonnes pratiques en matière de finance durable ; et
- l'assistance technique fournie par le biais de programmes mondiaux, régionaux et nationaux, et guidée par les partenaires du GGGI.

Quant à l'Accord signé le 22 juin 2022 entre le Grand-Duché de Luxembourg et GGGI, il vise à (i) permettre au GGGI d'établir un siège au Luxembourg et à (ii) créer le cadre juridique nécessaire au bon fonctionnement du GGGI dans le pays, en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

La présence du GGGI au Grand-Duché de Luxembourg est notamment en ligne avec la volonté du Luxembourg d'être le leader mondial de la finance durable, étant donné que le GGGI est la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg.

La Chambre de Commerce salue l'établissement de cette institution sur le territoire luxembourgeois, qui permettra au pays de renforcer encore davantage sa position de leader dans le domaine précité, et de développer l'attractivité du pays pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine.

Finalement, selon la fiche financière du Projet, l'Accord portant uniquement sur les privilèges et les immunités, ce dernier n'a aucun impact sur le budget de l'Etat.

*

¹ Lien vers le site de GGGI.

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

8094/02

N° 8094²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(26.5.2023)

Par dépêche du 14 novembre 2022, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des principaux articles de l'Accord à approuver, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte de l'Accord à approuver.

En date du 8 février 2023, une entrevue a eu lieu entre le Conseil d'État et une délégation du Ministère des affaires étrangères et européennes.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », ci-après l'« Accord ».

Par cet Accord le Gouvernement entend assurer le fonctionnement du Global Green Growth Institute, ci-après « GGGI » au Grand-Duché de Luxembourg en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel des privilèges et immunités.

Le GGGI a pour mission de promouvoir un modèle de croissance économique durable auprès des pays en voie de développement. Au 16 décembre 2022, le GGGI comptait quarante-cinq États membres, le Luxembourg n'en faisant toutefois pas partie. Il découle cependant du préambule de l'Accord que le Grand-Duché aurait décidé d'entamer la procédure d'adhésion.

Selon les auteurs du projet de loi, le GGGI serait la première organisation internationale active dans le domaine de la finance durable à s'installer au Grand-Duché de Luxembourg, ce qui aurait pour effet de renforcer la position stratégique du Grand-Duché dans le secteur en question.

Le Conseil d'État estime qu'il appartient au législateur d'apprécier l'opportunité de la reconnaissance du GGGI avec toutes les conséquences qui en découlent.

L'Accord sous revue n'appelle pas d'autre observation de la part du Conseil d'État.

*

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Sans observation.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE*Intitulé*

Il y a lieu de se référer à l'intitulé en langue anglaise de l'Accord qu'il s'agit d'approuver en reformulant l'intitulé du projet de loi sous revue comme suit :

« Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022 ».

Article unique

Il y a lieu de citer l'intitulé complet de l'Accord à approuver en écrivant :

« Article unique. Est approuvé l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. »

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 26 mai 2023.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Vice-Président,
Patrick SANTER



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Projet de Procès-verbal de la réunion du 05 juin 2023

Ordre du jour :

1. 8131 Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil
 - présentation du projet de loi
 - présentation de l'avis du Conseil d'Etat
 - désignation d'un rapporteur
2. 8014 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire
 - Adoption d'un projet de rapport
3. 7787 Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque
 - Adoption d'un projet de rapport
4. 8093 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022
 - présentation du projet de loi
 - présentation de l'avis du Conseil d'Etat
 - désignation d'un rapporteur
5. 8094 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022
 - présentation du projet de loi
 - présentation de l'avis du Conseil d'Etat
 - désignation d'un rapporteur
6. Divers

*

Présents : Mme Simone Beissel, Mme Djuna Bernard, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, M. Emile Eicher, Mme Stéphanie Empain, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Fred Keup, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, Mme Lydie Polfer, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

Mme Isabel Wiseler-Lima, députée européenne

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Mme Fabiola Cavallini, Mme Elisabeth Funk de l'Administration parlementaire
Mme Michaela Morrisova, attachée parlementaire LSAP

M. Michel Leesch, Mme Carole Müller, M. Jean-Paul Reiter, M. Felipe Lorenzo, M. Alain Germeaux, M. Max Lamesch, M. Roland Engeldinger du Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. Yves Piron, M. Marc Hayot, Mme Katia Duscherer, M. Claude Nilles, M. Jeremy Mohm, ONA

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Excusés : M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

*

1. **8131** **Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil**

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Yves Cruchten, a été désigné rapporteur du projet de loi.

Le Ministre présente les grandes lignes du projet de loi sous rubrique. Le présent projet de loi porte sur la création d'une loi spéciale pour le financement des services de gardiennage prestés dans les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil (ONA) en raison du dépassement futur du montant de 40 millions d'euros fixé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Le Ministre explique qu'en raison de l'agression russe contre l'Ukraine et l'afflux de ressortissants ukrainiens et leurs membres de famille arrivés au Luxembourg pour trouver refuge, l'ONA a dû étendre son réseau de structures d'hébergement à travers le pays. Ainsi, le nombre total d'agents de gardiennage s'est encore accru avec la crise ukrainienne. Le Ministre de l'Immigration précise que 53 des 66 structures d'hébergement de l'ONA font recours aux services de gardiennage. Il ajoute que le poste d'un agent de gardiennage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 est assuré en moyenne par 5 employés à temps plein. À ce jour, 737 agents sont au service de l'ONA.

Dans son avis du 31 mars 2023, le Conseil d'État s'interroge si l'enveloppe prévue par le projet de loi devait couvrir plusieurs projets et non seulement le financement des services de gardiennage. Le Ministre de l'Immigration précise que le projet de loi ne vise qu'à couvrir les seules dépenses liées aux services de gardiennage de l'ONA. Aucune autre prestation de service incluse dans les marchés publics portant sur l'exportation générale d'un site de l'ONA n'est financée par le biais de ce projet de loi.

Les questions des députés

La députée Mme Empain souligne l'importance d'investir dans l'encadrement des personnes dans les structures de l'ONA et demande des précisions sur les rapports de nombre entre le gardiennage et les réfugiés. En outre, elle souligne l'importance d'une formation et qualification adéquate non seulement du personnel d'encadrement social, mais également des gardiens. Le Ministre Jean Asselborn rapporte que cette année les coûts du gardiennage s'élevaient à 50 millions d'euros au lieu de 40 millions.

À cet égard, Mme Duscherer de l'ONA souligne que l'augmentation du gardiennage ne se fait pas aux dépens de l'encadrement social, les deux métiers ayant des missions et des fonctions distinctes. L'encadrement social est crucial pour les personnes dans les foyers, ainsi le nombre d'encadrants n'est pas calculé par rapport au nombre de lits, mais par rapport au nombre de personnes se situant dans le foyer. Il convient également de prendre en compte la vulnérabilité, ainsi le quotient se situe à 1 sur 40 ou à 1 sur 50.

Les budgets de l'encadrement social sont en constante augmentation dans les dernières années. Toutefois, il est possible de constater certaines difficultés au niveau du recrutement.

Quant à la formation des personnes sur le terrain, il convient de distinguer le personnel d'encadrement social du personnel de gardiennage, ces derniers sont uniquement responsables des aspects techniques et logistiques. Ils sont tout de même formés dans plusieurs domaines. Ils reçoivent ainsi une formation de premier secours, de prévention incendie, d'évacuation des lieux, de désescalade des conflits, des formations relatives à la multiculturalité et sur tout ce qui est en rapport avec l'hygiène dans les foyers.

Le député Claude Wiseler demande s'il existe d'autres types de prestations qui dépassent le budget de 40 millions (p.ex. catering, etc.). Le Ministre Asselborn répond que des conventions sont conclues avec les autres organismes, comme notamment avec la Croix-Rouge, et que le budget couvre la globalité de la gestion des foyers. Toutefois, il est possible que dans les prochains mois ou années, selon l'afflux, ces seuils pourraient être dépassés. Il en est de même pour le budget de l'encadrement social qui se situe actuellement à 25 millions d'euros.

2. 8014 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Le projet de rapport est adopté à la majorité des membres présents, le représentant de la sensibilité politique « ADR » Monsieur Fernand Kartheiser et la représentante de la sensibilité politique « déi Lénk » Mme Nathalie Oberweis se sont abstenus.

3. 7787 **Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque**

Le Ministre Jean Asselborn met en évidence que le rapport publié par les entreprises visées par ce projet de loi sera mis à disposition sur le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le projet de rapport est adopté à la majorité des membres présents, le représentant de la sensibilité politique « ADR » Monsieur Fernand Kartheiser s'est abstenu.

4. 8093 **Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022**

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Yves Cruchten, a été désigné rapporteur du projet de loi.

Monsieur Lamesch revient sur l'historique de l'élaboration du projet de loi 8093 et donne quelques explications générales. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) bénéficie d'un mandat unique de la part de la communauté internationale, qui trouve sa source dans la Convention de Genève de 1949 et ses protocoles additionnels et dans ses statuts. Il s'agit d'une organisation internationale indépendante, impartiale et neutre, ayant un mandat humanitaire exclusif consistant dans le sauvetage et la protection des victimes de conflits armés ainsi que la promotion et le renforcement du droit international humanitaire.

Le CICR dispose d'un statut particulier, qui diffère des statuts d'autres ONG et qui est comparable aux organisations internationales. Ce dernier agit dans des situations de conflit, une raison pour laquelle le besoin de neutralité et confidentialité est particulièrement important.

L'accord visé par le projet de loi s'inscrit dans le contexte plus large de l'action humanitaire du Luxembourg, le partenariat avec le CICR étant un des plus anciens et un des plus importants. En 2022, le CICR reste le premier partenaire humanitaire du Luxembourg non seulement en termes financiers, mais aussi sur le plan stratégique. Au cours des dernières années, la collaboration avec le CICR s'est encore renforcée, y inclus dans le domaine de la transformation digitale éthique et responsable dans l'action humanitaire.

En 2021, une délégation importante du CICR s'est rendue au Luxembourg afin de discuter de la thématique liée au « cyberspace ». Le « cyberspace » touche également le domaine de l'aide humanitaire. Un moment déclencheur pour le CICR au regard de ce domaine a été la découverte d'une cyberattaque, en janvier 2022, qui a touché les données de 500 000 bénéficiaires.

Monsieur Germeaux revient sur les aspects juridiques de l'Accord. Le CICR a choisi de s'intéresser à la sphère digitale/ cyberspace. Des questions qui se posent sont de savoir comment garantir sa neutralité et son impartialité ainsi

que de savoir comment protéger le CICR de cyberattaques, au regard du constat que le CICR est protégé par droit international humanitaire.

M. Germeaux souligne que l'accord conclu avec le CICR est en grande partie semblable aux accords relatifs aux « e-ambassades », en prenant toutefois en considération que, dans ce cas précis, le CICR est une organisation internationale, et non pas un État. Ainsi, la question de la reconnaissance du statut particulier du CICR, celle des privilèges et immunités, et les discussions sur le datacenter sont également prises en compte. L'accord tel que présenté est le résultat des négociations avec le CICR.

Questions des députés

Le député Yves Cruchten demande des précisions par rapport au Règlement général sur la protection des données (RGPD), suite à l'avis du Conseil d'État du 26 mai 2023.

M. Germeaux réplique que le RGPD n'est pas applicable dans ce cas donné, au vu de l'opinion majoritaire de la doctrine et de l'opinion du Comité de protection des données, comme pour un grand nombre d'autres organisations internationales, le CICR, se base sur les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité afin d'accomplir son rôle au mieux et afin de conserver la confiance de toutes les parties, ne pouvant pas se soumettre à des règles étatiques. En outre, M. Germeaux souligne que les règles du CICR ont un niveau de protection des données équivalent au RGPD.

5. 8094 **Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022**

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Yves Cruchten, a été désigné rapporteur du projet de loi.

Au vu de la similarité du projet de loi 8094 avec le projet de loi 8093 discuté lors de cette même réunion, M. Germeaux donne quelques explications générales quant au projet de loi sous rubrique et précise que ce dernier a été élaboré en collaboration avec le Ministère des Finances.

Le « Global Green Growth Institute (GGGI) » est né d'une initiative du précédent Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon en 2010. L'Accord entre le Grand-Duché et le GGGI s'insère dans le cadre des missions du Ministère des Finances : diversifier la place financière luxembourgeoise, mieux positionner le Luxembourg dans le domaine de la « green finance » et soutenir le financement du développement durable. De même, le GGGI souhaite se diversifier et mieux se placer au niveau international, raison pour laquelle le GGGI a entrepris d'ouvrir des bureaux régionaux. M. Germeaux rapporte que le Luxembourg est bien positionné pour héberger un bureau régional du GGGI. En dernier lieu, l'orateur expose que l'une des conditions pour formaliser cet accord verbal était de fixer le cadre juridique et de régler la question des immunités et privilèges dans un accord formel.

6. Divers

Au début de la réunion, le Ministre des Affaires étrangères et européennes informe les députés de sa participation à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui s'est tenue le 31 mai et 1^{er} juin à Oslo. Les ministres ont eu un échange approfondi sur l'ensemble des questions liées à la guerre en Ukraine, dont notamment l'aide apportée à l'Ukraine ainsi que le renforcement des relations entre l'Ukraine et l'OTAN. Le chef de la diplomatie informe de la décision de créer un « Conseil Ukraine-OTAN », qui devra également se réunir en marge du Sommet de Vilnius les 11 et 12 juillet. Le Ministre a encore souligné l'importance du « Comprehensive Assistance Package (CAP) » pour l'Ukraine, qui vise à garantir une interopérabilité complète avec l'Alliance et à aider l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'OTAN. En ce qui concerne les garanties demandées par l'Ukraine pendant la période qu'elle n'est pas membre de l'Alliance, le Ministre informe que l'Union européenne ainsi que les pays du G7 devront trouver une solution.

Finalement, en vue du sommet de Vilnius, le Ministre Jean Asselborn a fait part de son espoir que tous les États membres de l'OTAN, et les gouvernements turc et hongrois en particulier, fassent le nécessaire pour finaliser les étapes requises à l'adhésion de la Suède comme membre à part entière de l'Alliance avant le sommet.

Le chef de la diplomatie a encore souligné que le Luxembourg s'engage en faveur d'une prise de décision à la majorité qualifiée dans le processus décisionnel dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité commune de l'Union. Le Ministre indique que les pays du Benelux, ensemble avec la France et l'Allemagne, participent à une initiative s'engageant pour une décision à la majorité qualifiée.

La députée européenne Isabel Wiseler-Lima indique que le Parlement européen a récemment voté une résolution empêchant la Hongrie de prendre la présidence de l'UE au second semestre 2024 et soulève la question de la position du Conseil européen quant à cette demande du Parlement européen. Le Ministre M. Asselborn soutient qu'il est possible de changer l'ordre de la présidence, malgré les Traités indiquant que le respect de l'ordre est nécessaire. Toutefois, il soulève des doutes quant aux moyens juridiques à la disposition du Conseil pour modifier cet ordre.

En conclusion de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, le Président de la Commission propose le modèle de base en tant que modèle de discussion pour le projet de loi 7787.

En dernier lieu, M. Yves Cruchten informe les autres membres de la Commission que, suite à la demande récurrente des délégations ukrainiennes en visite officielle au Luxembourg, il a préparé un projet de résolution reconnaissant l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire.

Luxembourg, le 07 juin 2023

Procès-verbal approuvé et certifié exact

42



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Procès-verbal de la réunion du 07 juillet 2023

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 24 avril 2023, de la réunion du 8 mai 2023, de la réunion du 7 juin 2023 ainsi que de la réunion du 19 juin 2023.
2. 8093 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022
- Adoption d'un projet de rapport
3. 8094 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022
- Adoption d'un projet de rapport

*

Présents : Mme Djuna Bernard, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, M. Emile Eicher, Mme Stéphanie Empain, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, M. Marc Spautz
M. André Bauler (remplaçant Mme Simone Beissel)

Mme Fabiola Cavallini, de l'Administration parlementaire
Mme Michaela Morrisova, du groupe parlementaire LSAP
Excusés : Mme Simone Beissel, M. Paul Galles, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fred Keup,
M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

*

1. **Adoption des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 24 avril 2023, de la réunion du 8 mai 2023, de la réunion du 7 juin 2023 ainsi que de la réunion du 19 juin 2023.**

Les projets de procès-verbal sous rubrique ont été adoptés.

2. **8093** **Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022**

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

3. **8094** **Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022**

Le projet de rapport est adopté à la majorité des membres présents, la représentante de la sensibilité politique « déi Lénk » Mme Nathalie Oberweis s'est abstenue.

Luxembourg, le 07 juillet 2023

Procès-verbal approuvé et certifié exact

8094/03

N° 8094³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA
COOPERATION, DE L'IMMIGRATION ET DE L'ASILE**

(7.7.2023)

La commission se compose de : M. Yves CRUCHTEN, Président-Rapporteur, Mme Simone BEISSEL, Mme Djuna BERNARD, M. Mars DI BARTOLOMEO, Mme Stéphanie EMPAIN, M. Emile EICHER, M. Gusty GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Fernand KARTHEISER, M. Laurent MOSAR, Mme Lydia MUTSCH, Mme Nathalie OBERWEIS, Mme Lydie POLFER, M. Marc SPAUTZ, M. Claude WISELER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes en date du 7 novembre 2022.

La Chambre de Commerce a rendu son avis le 23 mars 2023.

L'avis du Conseil d'État est intervenu le 26 mai 2023.

Lors de sa réunion du 5 juin 2023, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile a examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'État. Au cours de la même réunion, M. Yves Cruchten a été désigné comme Rapporteur.

La commission parlementaire a examiné et adopté le présent rapport en date du 7 juillet 2023.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation et au bon fonctionnement du GGGI au Luxembourg en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

Fondé en 2010 et ayant son siège principal à Séoul, en Corée du Sud, le GGGI a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement un modèle de croissance économique durable, qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental. Ainsi, le GGGI contribue à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et à mettre en œuvre

les contributions déterminées au niveau national (CND) à l'Accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Doté d'un budget annuel de 50 millions USD, le GGGI compte actuellement 41 États membres. En 2021, le GGGI a soutenu les pays en voie de développement en mobilisant 5 milliards USD, permettant notamment d'atténuer les effets du changement climatique et de créer des emplois, au sein des pays précités, dans des secteurs durables.

Conformément à la vocation du Luxembourg de leader mondial de la finance durable, la présence du GGGI au Grand-Duché renforcera davantage la position du Luxembourg dans ce secteur prometteur. Plus particulièrement, s'agissant de la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg, la présence du GGGI au Luxembourg revêt une importance stratégique pour le Grand-Duché.

La présence du GGGI contribuera à accroître encore davantage l'attractivité du Luxembourg pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine. Notons dans ce contexte que l'écosystème existant autour de la finance durable au Luxembourg, y compris le fait que la Banque européenne d'investissement a son siège à Luxembourg, a joué un rôle majeur dans la décision du GGGI d'installer une présence physique au Luxembourg.

*

III. AVIS

Avis du Conseil d'Etat

Dans son avis, le Conseil d'État n'émet aucune remarque quant au fond du projet de loi.

Avis de la Chambre de Commerce

Dans son avis, la Chambre de Commerce salue l'établissement de l'institution GGGI sur le territoire luxembourgeois et approuve le projet de loi.

*

IV. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Remarques préliminaires : observations légistiques

Les observations d'ordre légistique émises par le Conseil d'État dans son avis du 26 mai 2023 ont été dûment prises en compte aux endroits indiqués.

Article unique

Le présent article vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

Dans son avis du 26 mai 2023, le Conseil d'État propose de citer l'intitulé complet de l'Accord en langue anglaise. Lors de la réunion du 5 juin 2023, la commission propose de tenir compte des observations soulevées par le Conseil d'État, sauf pour ce qui est du terme « Grand-Duchy », qui sera remplacé par le terme « Grand Duchy ».

*

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit :

*

« PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Article unique

Est approuvé l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. »

Luxembourg, le 7 juillet 2023

Le Président-Rapporteur
Yves CRUCHTEN

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

Texte voté - projet de loi N°8094



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N° 8094

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

*

Article unique

Est approuvé l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés
en sa séance publique du 13 juillet 2023

Le Secrétaire général,

Le Président,

s. Laurent Scheeck

s. Fernand Etgen

Bulletin de vote n°9 - Projet de loi
N°8094

Date: 13/07/2023 18:10:45

Scrutin: 9

Vote: PL 8094

Description: Projet de loi N°8094 - GGGI

Président: M. Etgen Fernand

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	45	0	0	45
Procurations:	13	0	0	13
Total:	58	0	0	58

Nom du député	Vote (Procuration)	Nom du député	Vote (Procuration)
---------------	--------------------	---------------	--------------------

DP

Agostino Barbara	Oui	Arendt Guy	Oui
Bauler André	Oui	Baum Gilles	Oui
Beissel Simone	Oui	Colabianchi Frank	Oui
Etgen Fernand	Oui	Graas Gusty	Oui
Hartmann Carole	Oui	Knaff Pim	Oui (Bauler André)
Lamberty Claude	Oui	Polfer Lydie	Oui (Lamberty Claude)

LSAP

Asselborn-Bintz Simone	Oui	Biancalana Dan	Oui (Cruchten Yves)
Burton Tess	Oui (Hemmen Cécile)	Closener Francine	Oui
Cruchten Yves	Oui	Di Bartolomeo Mars	Oui
Hemmen Cécile	Oui	Kersch Dan	Oui
Mutsch Lydia	Oui	Weber Carlo	Oui

déi gréng

Ahmedova Semiray	Oui	Benoy François	Oui (Lorsché Josée)
Bernard Djuna	Oui	Empain Stéphanie	Oui
Gary Chantal	Oui	Hansen Marc	Oui
Lorsché Josée	Oui	Margue Charles	Oui
Thill Jessie	Oui		

CSV

Adehm Diane	Oui	Arendt épouse Kemp Nancy	Oui
Eicher Emile	Oui	Eischen Félix	Oui
Galles Paul	Oui (Arendt épouse Kemp Nancy)	Gloden Léon	Oui (Mosar Laurent)
Halsdorf Jean-Marie	Oui	Hansen Martine	Oui
Hengel Max	Oui (Eischen Félix)	Kaes Aly	Oui (Schaaf Jean-Paul)
Lies Marc	Oui	Margue Elisabeth	Oui (Halsdorf Jean-Marie)
Mischo Georges	Oui (Modert Octavie)	Modert Octavie	Oui
Mosar Laurent	Oui	Roth Gilles	Oui (Lies Marc)
Schaaf Jean-Paul	Oui	Spautz Marc	Oui
Wiseler Claude	Oui (Hansen Martine)	Wolter Michel	Oui

ADR

Engelen Jeff	Oui	Kartheiser Fernand	Oui
Keup Fred	Oui		

DÉI LÉNK

Cecchetti Myriam	Oui	Oberweis Nathalie	Oui
------------------	-----	-------------------	-----

Date: 13/07/2023 18:10:45

Scrutin: 9

Vote: PL 8094

Description: Projet de loi N°8094 - GGGI

Président: M. Etgen Fernand

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	45	0	0	45
Procurations:	13	0	0	13
Total:	58	0	0	58

Nom du député	Vote (Procuration)	Nom du député	Vote (Procuration)
---------------	--------------------	---------------	--------------------

Piraten

Clement Sven	Oui	Goergen Marc	Oui
--------------	-----	--------------	-----

n'ont pas participé au vote:

Nom du député	Nom du député
---------------	---------------

CSV

Wilmes Serge	
--------------	--

Liberté Chérie

Reding Roy	
------------	--

Le Président:

Le Secrétaire Général:

8094/04

N° 8094⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(14.7.2023)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 13 juillet 2023 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 juillet 2023 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 26 mai 2023 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 18 votants, le 14 juillet 2023.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Pour le Président,
Le Vice-Président,
Patrick SANTER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

Mémorial A N° 582 de 2023



Loi du 5 septembre 2023 portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'État entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 juillet 2023 et celle du Conseil d'État du 14 juillet 2023 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvé l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,
Jean Asselborn*

Palais de Luxembourg, le 5 septembre 2023.
Henri

AGREEMENT

between

THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG

And

THE GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE

**REGARDING THE LEGAL STATUS AND PRIVILEGES AND
IMMUNITIES OF THE GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE**

The Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute,
Jointly referred to as “Parties” and separately as “Party”,

WHEREAS the Global Green Growth Institute (“GGGI”) was established as an international organization by the Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute (the “Establishment Agreement”) at Rio de Janeiro on 20 June 2012;

WHEREAS the Establishment Agreement entered into force on 18 October 2012;

WHEREAS GGGI’s primary objective is to promote sustainable development of developing and emerging countries, including the least developed countries;

WHEREAS the Grand Duchy of Luxembourg has decided to initiate the procedure to become a Member of GGGI;

WHEREAS GGGI has a physical presence and undertakes official activities in the Grand Duchy of Luxembourg;

WHEREAS the Parties are cognizant of the need to regulate their relationship in relation to GGGI’s physical presence and its official activities in the Grand Duchy of Luxembourg, in accordance with international practice relating to the legal status and privileges and immunities of international organizations;

WHEREAS the GGGI and the Grand Duchy of Luxembourg desire to ensure that GGGI possesses the legal status and privileges and immunities to operate within its territory and internationally and to efficiently and properly exercise its official functions, including in respect of its governing organs, its personnel and experts;

NOW THEREFORE the Parties to this Agreement hereby agree as follows:

Article 1 *Definitions*

Whenever used in this Agreement, the following terms have the following meanings:

- a) “Agreement” shall mean this Agreement between the GGGI and the Grand Duchy of Luxembourg;
- b) “Advisory Committee” shall mean the Advisory Committee of GGGI;
- c) “appropriate authorities” shall mean such authorities in the Grand Duchy of Luxembourg as may be appropriate in the context and in accordance with the laws and customs applicable in the Grand Duchy of Luxembourg;
- d) “archives of GGGI” shall mean all archives of GGGI, including all records, correspondence, documents, manuscripts, moving pictures, films, sound recordings and other materials belonging to GGGI, or held by or on behalf of GGGI;
- e) “Assembly” shall mean the Assembly of GGGI;
- f) “Council” shall mean the Council of GGGI;
- g) “Director-General” shall mean the Director-General of GGGI appointed by the Assembly;
- h) “Expert” shall mean any individual providing short-term services to GGGI under contractual arrangements between the individual and GGGI or between an entity and GGGI;
- i) “GGGI Representative” means the senior official appointed by GGGI to be the head and in charge of the Office;
- j) “laws of country” shall mean the legislation applicable in the Grand Duchy of Luxembourg;
- k) “Luxembourg” shall mean the Grand Duchy of Luxembourg;
- l) “meetings convened by GGGI” shall mean meetings of GGGI, including any international conference or other gathering convened by GGGI, and any commission, committee or sub-group of any of such meetings;
- m) “Office” shall mean an office of GGGI in the Grand Duchy of Luxembourg, as further elaborated in Article 3 of this Agreement;
- n) “Officials of GGGI” shall mean the GGGI Representative, and all persons appointed or engaged to work full time or part time for GGGI, but does not include Experts;

- o) "Personnel of GGGI" shall mean all members of the Assembly, the Council and the Advisory Committee, Officials of GGGI and Experts, but not locally recruited persons paid at an hourly rate;
- p) "property of GGGI" shall mean all property and assets of GGGI, wheresoever located and by whomsoever held and includes funds, income and rights belonging to, or held or administered by, GGGI; and
- q) "spouse" shall mean a partner (of whatever sex) of Personnel of GGGI if they have registered their relationship.

Article 2

Legal Personality and Capacity

- (1) Luxembourg recognizes that GGGI is an international organization with international legal personality.
- (2) GGGI shall be accorded the juridical personality and the legal capacity to (i) to contract, (ii) to acquire and dispose of immovable and movable property and (iii) to institute and to participate in legal proceedings.
- (3) GGGI shall have the independence and freedom of action belonging to an international organization.

Article 3

Office Premises

- (1) With the agreement of Luxembourg, GGGI may establish an office in the Grand Duchy of Luxembourg (the "Office").
- (2) Except as otherwise provided in this Agreement, the laws of the Grand Duchy of Luxembourg shall apply within the Office, and the courts of the Grand Duchy of Luxembourg shall have jurisdiction over acts done in the Office.
- (3) The Office premises shall be inviolable and shall be under the control and authority of GGGI. No authorities of the Grand Duchy of Luxembourg shall enter the Office premises to perform any duties therein without the consent of, and under conditions agreed to by GGGI. Such consent will be assumed in the case of fire or other emergency requiring prompt protective action.
- (4) GGGI may install and use a wireless transmitter only with the consent of Luxembourg.
- (5) The Office premises shall be used in a manner compatible with GGGI's official functions. GGGI shall prevent the Office premises from becoming a refuge for fugitives from justice, or for persons subject to extradition, or persons avoiding service of legal process or a judicial proceeding.
- (6) The Grand Duchy of Luxembourg takes all appropriate steps to protect the Office premises against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the GGGI or impairment of its dignity.
- (7) GGGI and the appropriate authorities of Luxembourg shall cooperate closely concerning the protection of the premises of the Office.

Article 4

Property, Funds, Assets and Archives

- (1) Property and assets of the GGGI, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process, except in so far as in a particular case it has expressly waived its immunity. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution, for which a separate express waiver shall be necessary. In case the GGGI initiates a legal proceeding, waiver of immunities in respect not only of that legal proceeding but also of the execution of a judgement thereof is presumed.
- (2) The property and assets of GGGI, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action.
- (3) The archives of GGGI shall be inviolable, wherever located.
- (4) Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind, GGGI may hold funds or currency of any kind; operate accounts in any currency; and freely transfer any currencies it holds from one country to another and freely convert any currency held by it into any other currency.

Article 5*Exemption from Taxation and Customs Duties*

- (1) As part of its official activities, GGGI, its assets, income and property shall be:
- (a) exempt from all direct taxes;
 - (b) exempt from all customs duties, prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported by GGGI for its official use. GGGI is also exempt for any customs duties and any prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of its publications it is understood, however, that articles imported under such exemption cannot be disposed of, whether or not in return for payment, in the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, except under conditions to be agreed in advance with the appropriate authorities; and
- (2) GGGI shall have relief, under arrangements made by Luxembourg, by way of refund of value added tax paid on the supply of any goods and services of substantial value which are necessary for the official activities of the organization, such relief to be subject to compliance with such conditions as may be imposed by Luxembourg in accordance with the arrangements.
- (3) Domestic source income allocated to the GGGI is not subject to withholding tax.
- (4) No exemption shall be granted in respect of taxes and dues which amount merely to charges of public utility services.

Article 6*Communications*

- (1) Official communications of GGGI shall be accorded by the Grand Duchy of Luxembourg the same treatment accorded by the Luxembourg to any other international organization with a physical presence in Luxembourg.
- (2) All official communications to, from and through the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, by whatever means or in whatever form, transmitted shall be immune from censorship and any other form of interception or interference with their privacy. This does not preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined after consultation between the Luxembourg and GGGI.
- (3) GGGI shall have the right in the Grand Duchy of Luxembourg to use codes and to dispatch and receive correspondence and other official communications either by courier or in sealed bags, which shall have immunities and privileges accorded to diplomatic couriers and bags. The bags must bear visibly GGGI emblems and shall contain only documents or articles intended for official use, and the courier shall be provided with a courier certificate issued by GGGI.

Article 7*Flag, Emblem and Markings*

GGGI shall have the right to display its flag and/or other identifiers on its premises and vehicles.

Article 8*Freedom of Assembly, Meetings and Conferences*

- (1) GGGI and its Personnel shall enjoy full freedom of meeting, discussion and decision. Luxembourg shall take all necessary measures to ensure that no impediment is placed in the way of meetings convened by GGGI within the Grand Duchy of Luxembourg.
- (2) All persons invited and accredited for a meeting or conference organized by GGGI, shall have the right of entry into and exit from the Grand Duchy of Luxembourg, and no impediment shall be imposed on their transit to, and from, the premises of the meeting or conference. They shall be granted facilities for speedy travel.

Article 9*Privileges and Immunities of Officials of GGGI*

(1) Officials of GGGI shall:

- (a) be immune from personal arrest or detention and from legal process of every kind in respect of words spoken or written and all acts done by them in their official capacity, which shall continue to apply after they are no longer Officials of GGGI. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them. This paragraph shall also apply to the Director-General;
- (b) be exempt from all forms of taxation on or in respect of salaries, allowances, and emoluments paid to them by GGGI;
- (c) be accorded the same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to officials of international organizations with a physical presence in Luxembourg;
- (d) be given, together with their spouses and dependent children, the same repatriation facilities in time of international crises as officials of international organizations with a physical presence in Luxembourg;
- (e) have the right to import free of duty their furniture, personal property and motor vehicles for their personal use. Such goods are normally imported within twelve months of the first taking up of their duties in Luxembourg. An extension of this period may however be granted if justified;
- (f) be exempt, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration.

(2) The Officials of GGGI shall be exempt from national service obligations.

(3) The privileges and immunities contained in Article 9 (1) (a) to (e) and in Article 2 shall also apply to persons seconded by a Member, organization, or other entity to GGGI. Article 9 (1) (f) shall apply to persons seconded to the GGGI for the duration of their secondment to GGGI.

Article 10*Privileges and Immunities of Representatives of GGGI Members
Constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee of GGGI*

(1) Representatives of GGGI Members constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee shall, while exercising their functions and during their journeys to and from the place of meetings convened by GGGI, enjoy the following privileges and immunities:

- (a) immunity from personal arrest or detention and immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts done by them in their official capacity. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them;
- (b) exempt from inspection of their personal baggage, unless there are serious grounds for presuming that it contains articles not intended for official use by the GGGI or their personal use or members of their respective spouse and dependent children, including articles intended for their establishment, or articles the import or export of which is prohibited by the law or controlled by the quarantine regulations of Luxembourg;
- (c) immunity, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration requirements;
- (d) the same facilities in respect of currency and exchange restrictions as are accorded to international organizations; and
- (e) where persons constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee are required to travel to attend GGGI meetings, then all applications for visas made by GGGI shall be dealt with by the Grand Duchy of Luxembourg as speedily as possible.

(2) In order to secure for the Representatives of GGGI Members constituting the Assembly, Council, and Advisory Committee at GGGI meetings a complete freedom of speech and complete independence in the discharge of their duties, the immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts done by them in the discharge of their official duties shall continue to be accorded, notwithstanding that the persons concerned are no longer engaged in the discharge of such duties.

(3) GGGI shall make known, as soon as possible, to Luxembourg the names of the officials to whom the provisions of this Article apply.

Article 11

Privileges and Immunities of Experts

(1) Experts shall be accorded the following privileges and immunities as are necessary for the effective exercise of their functions, including during journeys made in connection with their service:

- (a) immunity from personal arrest or detention and immunity from legal process in respect of words spoken or written or acts done by them in the performance of their official functions, such immunity to continue notwithstanding that the persons concerned are no longer under contractual arrangement with GGGI. This immunity from legal process shall not apply to the above persons in the case of motor traffic offences committed by them or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them;
- (b) the same facilities in respect of currency and exchange restrictions as are accorded to officials of international organizations; and
- (c) exemption, together with their spouses and dependent children, from immigration restrictions and alien registration.

(2) GGGI shall inform the Ministry of Foreign and European Affairs of the names, titles and functions of the Experts contracted by GGGI.

Article 12

Labour Law

GGGI's Staff Regulations shall apply to Officials of GGGI. Officials of GGGI shall not be subject to the labour laws and regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 13

Social Security

(1) GGGI Officials shall be affiliated to the social security scheme provided for by the status applicable to officials at the GGGI headquarters in accordance with the rules of this status and shall be exempted from any social security scheme established by Luxembourg with respect to their duties for the GGGI.

(2) To the extent agreed between GGGI and the appropriate authorities, GGGI Officials may transfer pension rights earned under any social security scheme established by Luxembourg to a social security scheme established by GGGI.

(3) Provided that they are covered by the social security scheme of the State, the organization, or other entity from which they are seconded, seconded national experts are also exempt from any compulsory contributions to social security schemes in Luxembourg and are not covered by them.

(4) Paragraph 3 of this Article applies, mutatis mutandis, to the respective spouse and dependent children of seconded national experts, unless they are employed in Luxembourg by an employer other than GGGI.

Article 14

Notification of appointments and issuance of "cartes de légitimation"

(1) The GGGI informs Luxembourg of any taking-up or termination of employment of Personnel of GGGI as well as of persons employed and seconded by a Member, organization, or other entity to GGGI.

(2) At the request of the GGGI, Luxembourg issues to Personnel of GGGI, as well as to their respective spouse and dependent children, following the notification of their appointment, a card denominated "carte de légitimation".

Article 15

Waiver of Privileges and Immunities

(1) The privileges and immunities granted by this Agreement to persons are conferred in the interest of GGGI and not for the personal benefit of the individuals themselves. The following authorities have the right and the

duty to waive immunities of the following persons in a particular case where, in their opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of GGGI:

- (a) the Members of GGGI, with respect to their representatives on the Assembly and Council;
 - (b) the Assembly, with respect to the Director-General;
 - (c) the Council, with respect to the experts or non-State actors who serve as members of the Council or Advisory Committee; and
 - (d) the Director-General, with respect to Officials of GGGI (other than him/herself), Experts and GGGI itself.
- (2) In all cases a waiver must be expressly made in writing.

Article 16

Cooperation and Respect of Legislation

(1) The GGGI and its Personnel shall cooperate at all times with the appropriate authorities to facilitate the proper administration of justice, to secure the observance of police regulations and to prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges and immunities provided for in this Agreement.

(2) Without prejudice to the privileges and immunities conferred by this Agreement, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the legislation applicable in the territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

(3) Without prejudice to the privileges, immunities, exemptions and facilities foreseen by this Agreement, the Grand Duchy of Luxembourg retains its right to take all useful precautions in the interest of its security and public order. If need be, the Grand Duchy of Luxembourg will contact GGGI as quickly as circumstances allow in order to determine by mutual agreement the measures necessary to protect the interest of GGGI. GGGI cooperates with the appropriate authorities to avoid any prejudice to the security of the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 17

General Provisions

(1) The provisions of this Agreement shall in no way be construed to limit or prejudice the privileges, immunities, exemptions, or various types of supports or contributions for GGGI, which have been, or may hereafter be, agreed between Luxembourg and GGGI.

(2) This Agreement shall not be construed so as to abrogate, or derogate from, any provisions of the Establishment Agreement or any rights or obligations which GGGI may otherwise have, acquire, or assume.

Article 18

Settlement of Dispute on the Interpretation or Application of this Agreement

(1) All disputes arising out of the interpretation or application of this Agreement shall be settled by consultation, negotiation or other agreed mode of settlement.

(2) If the dispute is not settled in accordance with Article 18(1) within three months following a written request by one of the Parties, then either Party may request that the dispute be referred for decision by an arbitral tribunal according to the procedure set forth in Article 18(3) to (5).

(3) The arbitral tribunal shall be composed of three arbitrators: one to be chosen by each Party and the third, who shall be the chairman of the tribunal, to be chosen by the other two arbitrators. Should a Party not have chosen its arbitrator within three months following the appointment by the other Party of its arbitrator, then the second arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice. Should the first two arbitrators fail to agree upon the third within three months of the latest date on which an arbitrator was appointed, then the third arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice at the request of either Party.

(4) Unless the Parties otherwise agree, the arbitral tribunal shall determine its own procedure and the expenses shall be borne by the Parties as assessed by the tribunal.

(5) The arbitral tribunal, which shall decide by a majority of votes, shall reach a decision on the dispute on the basis of the provisions of the present Agreement and the applicable rules of international law. The decision of the arbitral tribunal shall be final and binding on the Parties to the dispute.

Article 19

Entry into Force, Revision and Termination

(1) This Agreement, which constitutes an international treaty, and any amendments made thereto, shall enter into force on the date on which the Grand Duchy of Luxembourg notified the GGGI of the completion of the procedure provided for in its Constitution for the ratification of amendment of international treaties.

(2) Luxembourg and the GGGI may terminate this Agreement by notifying in writing the other Party with a minimum of six months' notice. After this period, this Agreement shall cease to have effect.

IN WITNESS WHEREOF the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute, each acting through its duly authorized representative, have signed this Agreement in two equally valid originals in the English language on the respective dates indicated below.

Done the 22 day of June 2022 in Luxembourg.

For and on behalf of the Grand Duchy of
Luxembourg

Jean Asselborn
Minister of Foreign and European Affairs

For and on behalf of the Global Green
Growth Institute

Frank Rijsberman
Director-General



Résumé

N° 8094

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

**Projet de loi portant approbation
de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth
Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à
Luxembourg, le 22 juin 2022**

* * *

RESUME

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation et au bon fonctionnement du GGGI au Luxembourg en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

Fondé en 2010 et ayant son siège principal à Séoul, en Corée du Sud, le GGGI a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement un modèle de croissance économique durable, qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental. Ainsi, le GGGI contribue à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et à mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CND) à l'Accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Doté d'un budget annuel de 50 millions USD, le GGGI compte actuellement 41 États membres. En 2021, le GGGI a soutenu les pays en voie de développement en mobilisant 5 milliards USD, permettant notamment d'atténuer les effets du changement climatique et de créer des emplois, au sein des pays précités, dans des secteurs durables.

Conformément à la vocation du Luxembourg de leader mondial de la finance durable, la présence du GGGI au Grand-Duché renforcera davantage la position du Luxembourg dans ce secteur prometteur. Plus particulièrement, s'agissant de la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg, la présence du GGGI au Luxembourg revêt une importance stratégique pour le Grand-Duché.

La présence du GGGI contribuera à accroître encore davantage l'attractivité du Luxembourg pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine. Notons dans ce contexte que l'écosystème existant autour de la finance durable au Luxembourg, y compris le fait que la Banque européenne d'investissement a son siège à Luxembourg, a joué un rôle majeur dans la décision du GGGI d'installer une présence physique au Luxembourg.